

---

# États généraux : quels journaux pour quel espace public ?

*Comme la plupart de ses homologues, la presse écrite francophone belge est confrontée à une érosion constante de ses diffusions payantes. Cette évolution n'est ni récente ni unique. Mais dans une communauté de quelque 4,4 millions de personnes, elle prend un tour dramatique. Le problème n'est pas tant économique et social, il est d'abord démocratique. Car jusqu'ici, l'apparition de nouveaux médias n'a pas encore remis en question la position centrale que les journaux occupent dans la production de notre espace public et partant, dans notre vie démocratique.*

---

**BENOÎT LECHAT**

Décrire les différentes facettes de la situation permet de commencer à prendre la mesure d'enjeux qui concernent l'ensemble des habitants de la Wallonie et de Bruxelles. Mais même si pour certains, l'évolution devient quasiment existentielle, avec la crise économique et la concurrence de l'Internet, la presse écrite belge ne passe pas nécessairement du paradis à l'enfer, mais entre dans une phase de recomposition qui porte les germes d'un progrès démocratique.

## **DES FRANCOPHONES PETITS LECTEURS**

Le mémorandum<sup>1</sup> que les éditeurs de la presse quotidienne francophone et germanophone ont adressé aux partis dans la perspective des élections régionales du 7 juin 2009 résume assez bien la situation particulière à laquelle les quotidiens belges francophones sont confrontés. La baisse continue des

---

<sup>1</sup> Mémorandum des éditeurs de la presse quotidienne francophone et germanophone, juin 2009.

diffusions payantes en cours depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle (voir graphique en annexe) se fait ressentir d'autant plus durement qu'elle se produit dans un marché extrêmement étroit, où le taux de lecture est faible et où la répartition des ressources publicitaires n'est pas favorable à la presse écrite.

En moyenne, en 2008, 456 000 quotidiens ont été vendus chaque jour aux quelque 4,4 millions de francophones, alors que pour l'ensemble de la Communauté flamande et ses 6 millions d'habitants, ce chiffre s'élève à 941 000 exemplaires, tous titres confondus. Ce phénomène est aggravé par le fait que les journaux ne captent en moyenne que 22 % des recettes du marché publicitaire, les télévisions (dont la RTBF, déjà financée par ailleurs par une dotation publique de plus de 200 millions d'euros qu'elle complète par une part croissante de publicité) s'en adjugeant près de 43 %<sup>2</sup>. Les éditeurs francophones soulignent qu'en Suisse, leurs homologues reçoivent près de 50 % des recettes de la publicité et même 70 % au Luxembourg. Or au dernier trimestre 2008, la crise aurait encore réduit de 20 % les recettes publicitaires des journaux belges et la tendance semblait se confirmer en 2009. L'impact du recul tendanciel des diffusions payantes est donc alourdi par la conjonction de la baisse du pouvoir d'achat (qu'il soit réel ou ressenti subjectivement par les consommateurs), des budgets des annonceurs et par la concurrence des sites d'information en ligne — gratuits — dont celle générée par les sites des journaux eux-mêmes.

## DES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES FRAGILES

Mais si tous les quotidiens sont touchés par cette conjoncture, ils ne l'affrontent pas à armes égales. Au cours des exercices qui ont précédé la crise, plusieurs groupes ont engrangé d'appréciables bénéfices (24,5 millions pour Rossel en 2006 et 22 millions en 2007) et pour Corelio qui est l'actionnaire flamand du groupe Vers l'Avenir (de 6,4 millions en 2007 à 3,6 millions en 2008). En revanche, la situation financière du groupe IPM qui contrôle *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure* paraît plus délicate, justifiant la réalisation d'économies draconiennes. Visiblement, les stratégies de diversification qu'ont menées les éditeurs pour réduire leur dépendance à l'égard des recettes provenant des journaux ne donnent pas toujours les mêmes résultats. Certains partent de situations de départ plus favorables, notamment parce qu'ils disposent dans leurs groupes de médias (de marques, pour reprendre la terminologie des éditeurs) qui leur assurent des recettes relativement stables. C'est le cas par exemple du *Vlan* (toutes boîtes gratuits) qui continue de représenter une source très précieuse pour le groupe Rossel. De même, le fait de disposer de radios ou de magazines à grand tirage constitue un passage obligé pour les groupes (ne fût-ce que pour rentabiliser leurs imprimeries).

2 Même si malgré cette réduction tendancielle de la part relative de la presse dans le gâteau publicitaire a tendance à se réduire, en valeur absolue, elle a, il est vrai, continué d'augmenter jusqu'à la présente récession.

Plus récemment, Internet a pu faire figure de nouvel Eldorado. Mais le mirage s'est rapidement évanoui, d'autant que, là aussi, les sites des quotidiens francophones ne font pas vraiment jeu égal avec ceux des journaux flamands. Loin de présenter une nouvelle manne céleste, en Belgique, le Web ne capterait que 3 % des recettes de la publicité. Mais surtout, son succès croissant s'avère dévastateur pour la diffusion payante, même si on manque encore de données pour objectiver le phénomène.

Pour enrayer le recul des ventes, les journaux se sont également lancés dans des changements de maquette qui ont notamment l'avantage de réduire les coûts de production (fût-ce en quantité de papier utilisé). Mais si certaines réformes ont été plutôt réussies, cela n'a pas toujours été le cas. Là où en dépit d'un contexte défavorable, *La Libre Belgique* a stabilisé sa diffusion juste en dessous de 45 000 exemplaires, la nouvelle maquette de *La Dernière Heure* n'a pas empêché (voire a contribué à) la perte de plusieurs milliers de clients quotidiens (sa diffusion payante est passée en un an, du deuxième trimestre 2008 au deuxième trimestre 2009, de 79 121 exemplaires vendus à 62 494, selon le CIM<sup>3</sup>). Ce recul a constitué une mauvaise nouvelle pour l'ensemble du groupe IPM qui avait vu ces dernières années la croissance de la diffusion payante de la populaire *DH* compenser le recul tendanciel de *La Libre Belgique*. Celle-ci assure dans les librairies la plus grosse partie de sa diffusion payante, alors que *La Libre Belgique* est d'abord un journal d'abonnés. IPM essaye de se consoler en se disant que la fréquentation du site de la *DH* a récemment dépassé celui du *Soir*, mais cela ne compenserait pas vraiment le fait que le groupe, dont les titres sont presque toujours seconds en termes de tirage, n'occupe pas une position aussi favorable que Rossel pour négocier avec les annonceurs.

## DES JOURNALISTES COMME VARIABLES D'AJUSTEMENT

La conjoncture économique exécrationnelle de la fin de 2008 et de 2009 a donc radicalisé la tendance à la baisse de la diffusion payante de la plupart des titres de la presse écrite francophone et a amené les propriétaires de journaux à lancer des plans d'économies dès le début 2009<sup>4</sup>. Tout le premier semestre de cette année a donc été le théâtre de négociations de plans d'économies, chez Rossel comme chez IPM, parallèlement à leurs collègues flamands du Persgroep (*De Morgen*). Fait neuf, les restructurations ont donné lieu à des mobilisations publiques plus importantes que par le passé, les réductions d'emplois ne s'effectuant plus, cette fois, de manière silencieuse, par le non-remplacement du personnel partant à la retraite. Le choix de faire des journalistes une variable d'ajustement, permettant d'équilibrer les comptes des entreprises, a été dénoncé par l'Association des journalistes professionnels (AJP) comme une option auto-destructrice. Un débat public organisé le 1<sup>er</sup> avril à Bruxelles par *Le Soir* et *De*

<sup>3</sup> <www.cim.be>.

<sup>4</sup> Les quotidiens du groupe Vers l'Avenir et du groupe Sud Presse ont fait, eux, preuve d'une stabilité remarquable, les premiers connaissant sur la même période une légère croissance de 95 425 à 96 273, les seconds passant de 122 476 à 121 134, avec même une pointe à 125 413 au premier trimestre 2009.

*Morgen*, le Théâtre National et le KVS, a permis à l'union professionnelle des journalistes de proposer de « changer de méthode » en répondant à la crise par un réinvestissement dans les rédactions, l'amélioration des contenus rédactionnels étant la seule manière de contrer le déclin des diffusions, selon l'AJP.

Chez Rossel, une forte mobilisation a obtenu de « limiter » les départs à trente-neuf sur quatre cent quinze. Ceux-ci ne concernent que neuf journalistes et il n'y a pas eu de licenciement, la réduction s'effectuant par la voie des pré pensions et des encouragements au départ. En revanche, il semble que la mobilisation ait été plus dispersée chez IPM où, traditionnellement, le courant ne passe pas toujours très bien entre les rédactions de *La Libre* et de la *DH*. L'accord intervenu au mois de juin consiste en une réduction généralisée du temps de travail à quatre cinquième, une réduction de charges sociales obtenues en application d'un dispositif proposé par le gouvernement fédéral permettant d'amortir la baisse salariale.

## LA RÉBELLION DES INDÉPENDANTS

Selon l'AJP, la perte totale de la durée de travail ainsi engendrée équivaudrait à quarante équivalents temps plein pour l'ensemble du groupe, ce qui ne devrait pas manquer d'encore augmenter la pression de travail sur le personnel en place. Or suivre l'actualité dans un journal ne peut se faire à temps partiel. C'est un peu comme sauter d'un train en marche et tenter d'y remonter plus loin. Le risque, c'est que cette réduction effective de l'emploi salarié soit compensée par un recours plus important aux indépendants. Mais là aussi, la direction d'IPM a tenté de faire des économies, en proposant de réduire de 12 % leurs honoraires. Elle s'est heurtée à une opposition qui fera sans doute date dans l'histoire sociale du journalisme. C'est une réalité mal connue du grand public, mais les médias francophones font travailler un nombre important d'indépendants, qui peuvent être dans certains cas assimilables à de faux indépendants, dans la mesure où ils sont affectés à des tâches régulières (avec des obligations en termes d'horaires notamment) et n'ont pratiquement pas la possibilité de travailler pour d'autres clients. La réalité dépasse quasiment la fiction, comme celle du très beau film de Benoît Mariage, *Les convoyeurs attendent* où Benoît Poelvoorde incarne un correspondant local qui oblige sa fille à ramasser les pains tombés de la camionnette de boulangerie accidentée qu'il vient photographier. À titre d'exemple, à *La Dernière Heure*, certains journalistes assument des fonctions de desk pour un tarif de 75 euros la journée (moins de 9 euros brut de l'heure). Des collaborateurs « survivent » avec bien moins de 1 000 euros nets par mois... La perspective d'une baisse des rétributions a donc fait bondir quelque quatre-vingts indépendants (sur un total de quelque cinq cents collaborateurs indépendants plus ou moins réguliers) qui se sont regroupés pour parler d'une seule voix. La menace d'une « grève » menée fût-ce par quelques dizaines de freelance — rendant *de facto* impossible la publication des journaux — a, semble-t-il, suffi jusqu'à présent à bloquer le projet de la direction.

## LA CRISE IDENTITAIRE D'UNE PROFESSION CRUCIALE

Il est vrai que chaque année, les écoles de journalisme produisent des flots de nouveaux diplômés qui sont généralement disposés à faire beaucoup de concessions pour pouvoir travailler dans la presse. On estime en gros qu'il y a quasiment dix nouveaux diplômés pour un emploi disponible dans les médias. À la fin 2008, 2 111 journalistes disposaient d'une carte de presse de professionnel ou de stagiaire, dont 523 dans la presse écrite<sup>5</sup>. L'argent n'est sans doute pas la cause de la fascination que continue d'exercer une profession où les salaires sont comparables à ceux des enseignants (avec il est vrai de grandes variations, notamment selon le tirage des journaux). Les principales motivations sont sans doute à chercher ailleurs et notamment dans l'attrait pour un métier où il y a sans doute moins de place qu'ailleurs pour la routine. Or ces dernières années, cette identification professionnelle forte a commencé à se fissurer. Dans son article, Céline Fion pointe le malaise que traverse une profession qui reste pourtant encore survalorisée socialement, même si la presse partage avec les politiques le désamour de nombre de citoyens à l'égard de tout ce qui est public. À côté des changements du métier qui ont été imposés par la révolution numérique et par la pression croissante à la productivité, le malaise journalistique s'explique tout simplement par la conviction de ne plus pouvoir faire convenablement son métier. Même si le plaisir de voir figurer son nom dans le journal peut jouer marginalement, l'action des journalistes dans l'espace public ne se laisse pas réduire à une opération narcissique, mais constitue l'exercice d'une responsabilité spécifique par rapport à la société.

Aussi le manque de temps disponible pour mener à bien des investigations, poursuivre des enquêtes — par exemple sur des malversations de personnalités publiques —, descendre sur le terrain, donner la parole à ceux qui ne la reçoivent jamais, ne peut que susciter la frustration.

Celle-ci est du reste encore renforcée quand un véritable scoop basé sur une longue enquête et qui met en lumière un véritable scandale ne reçoit quasiment aucun retentissement dans les autres médias, alors que des informations somme toute anodines restent à la une pendant des semaines entières. Insensiblement, de producteurs d'exclusivités, les journalistes deviennent de simples contributeurs d'une chaîne d'informations dans laquelle figurent aussi les bataillons d'attachés de presse employés par toutes les organisations à vocation publique<sup>6</sup> plutôt que producteurs d'exclusivités absolues. Et puis dans cette chaîne sont apparus les blogs (notamment tenus par d'anciens journalistes ou des journalistes « in spe ») qui s'érigent parfois en donneurs de leçons de journalisme et pourfendent — non sans une certaine suffisance — le labeur obstiné de rédactions de plus en plus réduites...

5 Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a que 523 journalistes employés dans la presse écrite, certains journalistes travaillant sans carte de presse...

6 Voir Benoît Lechat, « L'information politique à l'ère des relations publiques généralisées », *La Revue nouvelle*, septembre 2004.

## LA VIEILLE BALISE DE L'ESPACE PUBLIC

Mais cette hargne de certains bloggeurs s'explique peut-être par le fait que la multiplication des sources et des émetteurs d'informations n'est pas encore parvenue à enlever à la presse écrite le rôle central qu'elle joue dans la mise en œuvre de ce qu'on appelle la fonction agendaire, c'est-à-dire dans la mise à l'ordre du jour de l'actualité, ou encore dans la production des objets publics. Si la télévision continue de fasciner les politiques parce qu'ils pensent encore y trouver le principal vecteur de leur notoriété, si Internet — et ses nouveaux avatars communautaires que sont Facebook et Twitter — contribue à faire circuler très rapidement certaines informations, comme on l'a vu à l'occasion de la crise financière, les journaux et leurs sites remplissent toujours une sorte de fonction d'étalonnage. Non seulement, ils reprennent en continu sur leurs sites les informations de base — d'ailleurs souvent produites par les agences de presse et singulièrement l'Agence Belga — qui y reçoivent une sorte de caractère d'officialité, mais en outre ils sont — par leurs éditoriaux et leurs forums de débats — les lieux privilégiés d'expression de l'opinion publique, même si la quasi-absence de modération des sites en fait parfois d'effrayants exutoires de la haine et de la bêtise ordinaires... Par ailleurs, même si les réformes de maquette ont progressivement réduit à peau de chagrin la taille des articles<sup>7</sup>, reste proportionnellement plus grande que les temps d'antenne que peuvent utiliser les journalistes radio-téles mis à la diète par la dictature de l'audimat. Il y a donc toujours plus d'informations dans un article de journal que dans un « billet » radio, sans parler de la télévision, même si dans ces médias, persistent ci et là, quelques poches de résistance à la réduction des formats et au nivellement par le bas, mené en vertu d'un mélange de philosophie de marchand de soupe et de marxisme de bazar selon lequel ce qui s'adresse à des publics plus élitaires est forcément suspect.

### ÉDITEUR : ENTRE PROFIT, TRADITION ET VOCATION

Cette centralité persistante de la presse écrite dans la construction de l'espace public semble par ailleurs faire l'objet d'une lutte symbolique entre éditeurs et journalistes. « Les éditeurs de journaux jouent le rôle fondamental de responsables des stratégies de développement et d'organisation des moyens éditoriaux, commerciaux et logistiques et industriels, permettant notamment l'exercice de la liberté journalistique », affirme le mémorandum des éditeurs de journaux qui cite également Benoît Grevisse selon qui « la liberté de la presse n'est exercée par les journalistes que par délégation, au sens de ce qui leur est abandonné. Ce sont les entrepreneurs médiatiques qui exercent la liberté de diffuser les opinions... » Cette citation qui renvoie à la notion juridique d'éditeur responsable est symptomatique d'une volonté d'affirmation de leur préro-

<sup>7</sup> Dans la plupart des quotidiens, un long papier ne compte guère que 3 000 signes espaces compris, soit le dixième du présent texte que d'aucuns jugeront sans doute trop long.

gative qui semble presque condescendante par rapport aux journalistes qui ne seraient alors que des producteurs de contenus employés par les véritables animateurs de l'espace public que seraient les éditeurs. Si elle n'est pas seulement dictée par des préoccupations de relations publiques (voire par une volonté de légitimer l'ambition de certains éditeurs de capter purement et simplement les droits d'auteurs qui reviennent aux journalistes), la formulation de cette revendication paraît en tout cas assez nouvelle au sein d'une corporation dont certains représentants ont, par le passé, assumé plus crânement leur vocation de « marchands de papier ». Elle s'illustre aussi dans la difficulté que peuvent encore avoir certains éditeurs à concéder aux sociétés de rédacteurs un véritable rôle dans la défense du patrimoine éditorial des quotidiens, comme si cela revenait à les défaire d'une partie essentielle de leur pouvoir.

Au-delà des considérations relatives à l'autorité que n'importe quel patron souhaite maintenir sur son personnel, cela conduit à s'interroger sur les motivations à la base du métier d'éditeur. Même si comme on l'a vu, les entreprises de presse continuent de générer des profits, il faut sans doute également rechercher ailleurs les raisons d'un engagement parfois fort coûteux. Des considérations d'ordre purement économiques ne peuvent en effet suffire à expliquer le maintien d'autant de titres différents sur un marché aussi étroit et aussi peu porteur. Le mélange de marché et d'engagement qui est à la base de la persistance d'un certain pluralisme dans le paysage médiatique francophone reste largement à décoder. Mais on perçoit bien son actuelle fragilité.

## UN PLURALISME À REDÉFINIR

À entendre les échos qui parviennent des rédactions concernées, on ne peut se défaire de l'impression que le cœur de la famille Le Hodey bat un peu plus fort pour *La Libre Belgique* que pour *La Dernière Heure*. Il est probable que le désir de prolonger une tradition d'engagement en faveur de la monarchie et de la religion catholique a sans doute davantage pesé que les perspectives de croissance et de rentabilité.

Dans une société sécularisée, la persistance des clivages hérités de l'invention de la modernité ne peut que frapper. Sur le champ médiatique comme d'ailleurs sur le plan académique, on se heurte au disque dur de la Belgique que quarante ans de fédéralisme et de désaffection religieuse ne sont pas parvenus à entamer, même si entre-temps, les discours produits par chaque « camp » ont largement perdu leurs références laïques ou catholiques. C'est sur cette ligne ancestrale que semble vouloir s'arrêter le mouvement de regroupement des éditeurs, comme dans le domaine universitaire, même si, par exemple, un groupe comme IPM conserve la tradition libérale de *La Dernière Heure*. Dans l'un comme dans l'autre cas, certains n'hésitent d'ailleurs pas à s'émerveiller du maintien d'un tel pluralisme. Mais ils passent sous silence le fait que, dans les rédactions comme dans les universités, il est parfois produit sur le dos de la qualité, parce que les synergies mises en place ne sont pas toujours les plus

heureuses. Certes, les journaux ont cessé d'être depuis belle lurette le porte-parole exclusif de quelque courant ou parti que ce soit, mais le moment approche sans doute où il faudra se poser la question de savoir si la défense du pluralisme hérité ne fait pas obstacle à l'émergence d'un pluralisme plus en phase avec la réalité de la société contemporaine. Avec l'échec du *Matin*, la Communauté française doit être la seule partie du monde où n'existe aucun quotidien déclaré à gauche quand une majorité d'électeurs émettent un vote progressiste. Faut-il espérer la création d'un tel quotidien ou plutôt se contenter d'une forme de pluralisme interne aux rédactions? Rien n'est moins sûr, même s'il faut souhaiter que des lignes éditoriales claires et engagées soient défendues par les rédactions parce que cela favorise le débat public. Car peut-être, plus que la question du pluralisme, ce qui importe, c'est la qualité des analyses et des argumentations développées qui a pu, dans certains pays, assurer le succès de quotidiens de droite auprès d'un public de gauche.

## UN ÉTAT GÉNÉREUX POUR LA PRESSE ?

En bonne logique, c'est aussi de ces questions que devraient partir les États généraux de la presse prévus pour le dernier trimestre de 2009, mais il faut craindre que, selon une tradition bien belge, l'entreprise serve d'abord à la préservation de ce qui est plutôt qu'à la construction de ce qui devrait être. Plutôt que définir un nouveau projet collectif, les États généraux de la presse tourneraient autour de la défense et en l'occurrence, du sauvetage de ce qui reste de notre presse quotidienne... La proposition qui date du début de l'année a fait l'objet d'une résolution unanime des quatre partis démocratiques du Parlement de la Communauté française. Émise à l'époque où les éditeurs lançaient leurs plans de restructuration, la résolution<sup>8</sup> invite à remettre sur le métier le dispositif de l'aide à la presse. Largement réformé en 2004<sup>9</sup>, celui-ci doit être adapté aux évolutions les plus récentes et notamment celles que provoque l'Internet. L'enjeu est d'abord de voir si les conditions d'octroi d'un montant total de près de 7 millions d'euros (voir tableau de répartition des aides en 2008) sont toujours adaptées. Ce montant est sans doute faible par rapport à l'ensemble des dépenses que suscitent les journaux et les éditeurs peuvent réclamer à bon droit son augmentation. Mais l'enjeu est surtout important en termes de régulation du secteur. C'est d'ailleurs là que réside le premier point de crispation d'une initiative qui émane du politique et non de la presse. Au cours du débat du 1er avril déjà évoqué, l'administrateur-délégué du *Soir*, Bernard Marchant a dit refuser une « nationalisation » de la presse quotidienne. Si la référence fleure bon l'Union de la gauche de 1981, elle semble surtout avoir pour objectif de refuser le renforcement des critères d'octroi de l'aide à la presse que réclame l'AJP.

8 Parlement de la Communauté française, Proposition de résolution visant à initier sans délai les États généraux de la presse et des médias, <<http://archive.pcf.be/10000000101e06c?action=browse>>.

9 Décret du 31 mars 2004.



## POUR UN JOURNALISME RÉFLEXIF

Car si les journalistes ne veulent pas devenir des fonctionnaires de l'information, ils souhaitent que l'aide à la presse ne soit plus un droit de tirage inconditionnel, mais serve réellement à la promotion de l'emploi salarié et au renforcement de la qualité. Cela implique, selon l'AJP, que l'utilisation de l'aide à la presse fasse l'objet d'un contrôle indépendant et de sanctions progressives à la place du système du « tout ou rien » actuel qui rend toute sanction pratiquement inapplicable. L'AJP joue ainsi un rôle moteur dans la défense d'une information de qualité en Belgique francophone. Très loin des accusations de corporatisme que certains syndicalistes portent parfois encore à son encontre, l'association articule une défense professionnelle classique qui respecte les prérogatives de la concertation sociale traditionnelle et une action de nature citoyenne sur le sens des pratiques de ses membres dont les syndicats traditionnels feraient bien de s'inspirer. Ce sont les bases d'un véritable journalisme réflexif — c'est-à-dire qui s'interroge sur son utilité démocratique et sur ses pratiques — qui se trouvent ainsi petit à petit renforcées. À cet égard, il faut également saluer la mise en place tant attendue d'un Conseil de déontologie chargé de codifier, affiner et compléter les règles déontologiques applicables au traitement de l'information dans l'ensemble des médias, d'initiative ou sur demande. Il sera compétent pour traiter les plaintes en la matière.

Les débats d'éthique du journalisme ne doivent pas seulement s'externaliser, mais se mener encore et encore au sein des rédactions. Pour les sociétés de rédacteurs qui existent désormais dans la plupart des médias d'information, l'enjeu reste de développer des activités en dehors des périodes de crise (et notamment de désignations des rédacteurs en chef pour lesquelles elles sont consultées dans certaines rédactions). Il est vrai que la faiblesse des effectifs et la pression de l'actualité ne favorisent pas la réflexion et l'action collective. L'idéal serait que les SDR puissent participer très activement aux États généraux et que ceux-ci ne soient pas « confisqués » par des responsables de journaux d'abord soucieux de défendre leurs ressources. Tel a été en tout cas l'une des critiques formulées par certains syndicats de journalistes à propos des États généraux organisés en France à l'initiative de Nicolas Sarkozy.

## PRESSE ET PARLEMENTS : UNE ALLIANCE À REFONDER

C'est en effet bien au niveau de l'interaction entre le politique et la presse que réside la principale difficulté de la démarche des États généraux, dès lors que l'initiative ne vient pas d'un secteur qui est plus habitué à la compétition qu'à la coopération, mais d'un acteur réputé pour son penchant à l'ingérence. Il appartient dès lors au politique de s'auto-discipliner pour écarter toute tentation de conditionner l'aide à la presse à la moindre forme de complaisance. À cet égard, on ne peut que se réjouir de constater que c'est sans doute la menace d'un chantage à l'aide à la presse agitée par l'ancien président du parlement

wallon, José Happart, qui a ravivé le scandale du Californiagate<sup>10</sup>, même si on peut légitimement s'interroger sur la proportion prise par l'affaire quand des sujets autrement plus « graves » ne font l'objet que d'une faible attention médiatique. Un nouvel équilibre doit être recherché entre trois acteurs — éditeurs, journalistes, responsables politiques — qui ont pour mission commune l'animation d'un espace public aussi riche que critique. Cela implique que les médias renoncent à toute forme de légitimisme et refrènent leur tendance à traiter l'information politique comme les faits divers, et que les parlementaires restent libres par rapport à leurs partis dans leur mission de contrôle de l'exécutif et s'engagent davantage dans le débat voire la prospective. De plus, toute augmentation des aides publiques à la presse devra aller dans le sens d'un renforcement de garanties réelles de l'autonomie des rédactions, en évitant la politisation des désignations hiérarchiques à laquelle on a trop longtemps soumis le service public.

Répétons-le, il ne s'agit pas de considérer que les médias dont nous disposons actuellement constituent un patrimoine à conserver tel quel, mais de s'interroger sur leur contribution à l'idée qu'une société peut se faire d'elle-même. À de nombreux égards, la Belgique francophone est une société qui se méconnaît. Des pans entiers de sa vie politique, économique et sociale (que l'on songe à la couverture de l'information sociale, de l'enseignement ou des enjeux budgétaires qui ne bénéficient plus que d'une toute petite poignée de spécialistes dans les rédactions) ne sont pas analysés, compris, décrits, sous prétexte qu'ils sont « chiants » et peu rentables, que ce soit parce que ses intellectuels et ses leaders d'opinion préfèrent se passionner pour ce qui se passe dans le pôle de référence de leur culture, la France, ou parce que les débats politiques sont menés en se référant à une réalité belge (et donc majoritairement flamande) sur laquelle ils ont largement perdu prise. Or l'ignorance de soi a un coût qui n'est pas seulement démocratique, mais il est également économique et social et contribue à renforcer les injustices de tout poil.

## PRÉMICES D'UN NOUVEAU MODÈLE

La création d'un Fonds<sup>11</sup> destiné à encourager l'investigation par l'octroi de bourses finançant des reportages est évidemment une excellente décision de la ministre de la Culture Fadila Laanan. L'idée, qui vient de l'AJP, a cependant pour revers de reconnaître qu'actuellement, l'enquête est une activité qui a besoin d'être soutenue « en tant que telle » et qu'elle ne fait plus assez partie des activités de base qui sont effectivement menées par les rédactions.

Après avoir investi durant des décennies dans l'idée que l'information « people », le fait divers, le sensationnalisme, allaient pouvoir financer le maintien des « quality papers », la presse écrite est peut-être sur le point de se

10 Voir l'édito « Les Parlements meilleurs ennemis de l'antiparlementarisme », *La Revue nouvelle*, mai-juin 2009.

11 Doté de 250 000 euros, ce fonds s'inspire de l'exemple flamand du fonds Pascal Decroos,

<[www.paascaldecroos.org](http://www.paascaldecroos.org)>.

rendre compte des impasses dans lesquelles l'a menée cette sorte d'alliance du vice et de la vertu. Cette stratégie n'est pas parvenue à enrayer la baisse des diffusions tout en sciant progressivement la base sur laquelle la presse est assise, à savoir son rôle de balise dans le système d'information. Si elle veut préserver celui-ci, il est urgent de sortir d'une logique de la qualité de l'information (et partant des journalistes) comme variable d'ajustement. Mais il ne faut pas se leurrer, si la presse à venir sera de meilleure qualité, elle sera sans doute aussi plus élitaire et aucun acteur de l'espace public, éditeur, journaliste, politique, citoyen lecteur n'en sortira tout à fait indemne. ■

### Les quotidiens francophones

Groupe	Société éditrice	Titre	Diffusion payante 2008	Diffusion payante 2/2009**	Lectorat 2007-2008
ROSSEL	Rossel et Cie	Le Soir (5 éditions)	89 361	88 379	580 700
	Sud Presse	La Meuse (4 éditions) La Capitale La Nouvelle Gazette (3 éditions) La Province Le quotidien de Namur Nord Eclair (2 éditions)	119 132	118 435	547 700
	Media fin (50 %)	L'Écho	17 820	17 407	67 600
	Grenz Echos (50 %)	Grenz Echos	9 799	9 766	—
	Mas Transit Média (50 %)	Méto*	121 249	115 297	477 500
IPM	SAIPM	La Libre Belgique (3 éditions) LLB/Gazette de Liège	44 882	43 354	149 000
	Cie Nouvelle de communications	La Dernière Heure (7 éditions)	78 924	62 494	439 800
CORELIO	Les Éditions de l'Avenir	Vers l'Avenir (3 éditions) Vers l'Avenir/Le Rappel Le Courrier Le Courrier de l'Escaut Le Jour Verviers Le jour - Huy Waremme L'avenir du Luxembourg	92 349	92 992	401 900

Source: Jean-François Dumont

\* En ce qui concerne Méto, distribué gratuitement, les chiffres sont ceux du tirage.

\*\* Chiffres RN, <www.cim.be>.

## Les quotidiens flamands

Groupe	Société éditrice	Titre	Diffusion payante 2008	Diffusion payante 2/2009**	Lectorat 2007-2008
CORELIO	CORELIO	De Standaard	91 005	91 419	355 400
		Het Nieuwblad + De Gentenaar	247 274	258 633	950 500
PERSGROEP	Hoste	Het Laatste Nieuws + De Nieuwe Gazet	283 078	281 508	1 063 700
	De Nieuw Morgen	De Morgen	54 737	55 526	265 000
	Mediafin (50 %)	De Tijd	37 327	36 681	130 000
CONCENTRA	De Vlijt	De Gazet van Antwerpen	103 015	100 479	443 600
	Concentra	Het Belang van Limburg	97 460	96 592	434 100
	Mass Transit Media (50 %)	Metro*	133 405	131 205	306 500

Source : Jean-François Dumont

\* En ce qui concerne Métro, distribué gratuitement, les chiffres sont ceux du tirage.

\*\* Chiffres RN, <www.cim.be>.

Bénéficiaires de l'aide à la presse	Montants 2008 en euros (à 100 %)
Vers L'Avenir	1 487 623,49
Sud Presse	1 472 363,12
Le Soir	1 166 184,35
La Dernière Heure	968 558,68
IPM (La Libre Belgique)	903 992,96
L'Écho	410 927,00
JFB (Les Journaux francophones belges)	337 350,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 747 000</b>